

community futures
NETWORK OF CANADA



réseau de développement
DES COLLECTIVITES DU CANADA

Présentation au Groupe directeur sur la co-crédation d'innovation sociale et de finance sociale

Novembre 2017



Pourquoi soumettre cette proposition?

▀ ***Vision***

Dans le cadre de la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale, le gouvernement du Canada étudie des moyens d'aider les collectivités et les organismes à vocation sociale à concevoir des approches novatrices pour tenter de régler des problèmes sociaux persistants.

▀ ***Objectif général***

Créer un écosystème favorisant l'innovation sociale en vue d'améliorer la situation des populations vulnérables et de créer des collectivités inclusives et durables, au moyen des approches de la finance sociale et de l'entreprise sociale.

▀ ***Notre proposition***

Cette proposition du Réseau de développement des collectivités du Canada décrit comment le gouvernement fédéral peut faciliter l'accès des entreprises sociales aux mécanismes de soutien offerts par le Programme de développement des collectivités.

Qu'est-ce qu'une entreprise sociale?

Selon le gouvernement fédéral, une entreprise sociale « cherche à atteindre des objectifs sociaux, culturels ou environnementaux grâce à la vente de biens ou de services. L'entreprise peut être à but lucratif ou non lucratif, mais la majorité des bénéfices nets doivent être dirigés vers l'objectif social avec une distribution limitée aux actionnaires et aux propriétaires. »¹

¹ http://www.ic.gc.ca/eic/site/ccc_bt-rec_ec.nsf/fra/h_00016.html

Qu'est-ce que le Programme de développement des collectivités?

Le Programme de développement des collectivités (PDC) favorise le développement économique communautaire et renforce la capacité des collectivités canadiennes à réaliser leur plein potentiel. L'objectif du PDC est d'aider les collectivités à élaborer et à mettre en œuvre *des solutions locales à des problèmes locaux*.

Le programme fournit un soutien financier aux Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), qui, en collaboration avec d'autres partenaires et intervenants, peuvent évaluer leur situation et élaborer des stratégies pour répondre à leurs besoins, dans le but d'offrir du soutien aux PME et aux entreprises sociale et d'entreprendre des initiatives de développement économique local appropriées.²

² Conditions du Programme de développement des collectivités en vigueur le 3 octobre 2010

Types d'entreprises sociales soutenues par les SADC

Depuis le lancement du PDC, en 1985, les SADC locales partout au Canada ont fourni en continu une aide financière et des conseils à des organismes à but non lucratif de leur collectivité. Touchant à un large éventail de secteurs, ces entreprises se classent notamment dans les catégories suivantes :

- ▀ Services de garde
- ▀ Filiales de la Légion royale canadienne
- ▀ Entreprises de loisir
- ▀ Établissements de formation pour adultes
- ▀ Clubs philanthropiques
- ▀ Clubs de jeunes
- ▀ Groupes forestiers
- ▀ Groupes d'art et de divertissement
- ▀ Groupes d'édition
- ▀ Groupes de transport
- ▀ Associations de propriétaires riverains
- ▀ Clubs nautiques
- ▀ Sociétés portuaires
- ▀ Festivals de musique
- ▀ Festivals d'automne
- ▀ Terrains de golf communautaires
- ▀ Établissements de santé
- ▀ Musées
- ▀ Établissements de soins spéciaux communautaires
- ▀ Coopératives alimentaires

*Exemples de projets
d'économie sociale
soutenus avec succès
par les SADC*

Colombie-Britannique



Au cours des 25 dernières années, **Community Futures Strathcona** a fait bénéficier le **Courtenay and District Museum and Palaeontological Centre** d'une vaste gamme de services spécialisés et de mesures de soutien financier, dont :

- ▀ une assistance technique pour l'accès aux fonds gouvernementaux;
- ▀ le financement de différentes initiatives de développement;
- ▀ des collectes de fonds et des subventions qui ont contribué plus de trois millions de dollars pour des projets d'immobilisation et d'expositions, qui font la renommée du musée à l'international.

Le Courtenay and District Museum and Palaeontological Centre ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans l'aide de Community Futures Strathcona.

Deborah Griffiths, directrice générale

Courtenay and District Museum and Palaeontological Centre

Nouvelle-Écosse

L'**Harmony Bazaar Festival of Women and Song** est un festival musical et culturel qui a lieu pendant trois jours à Lockeport, en Nouvelle-Écosse.

CBDC Shelburne nous soutient depuis le début et a agi comme un catalyseur pour notre croissance. Nous avons bénéficié de ses prêts d'économie sociale, grâce auxquels nous avons pu rassembler le capital nécessaire au développement de notre organisme à but non lucratif.

L'édition qui nous a vraiment lancés a été celle où l'on a accueilli Rita MacNeil et Melanie Doane. Nous ne savions pas vraiment comment attirer ce genre d'artistes. Nous sommes tous des bénévoles, et aucun d'entre nous n'avait organisé un festival auparavant. Les fonds que nous avons obtenus de la CBDC nous ont aidés à répondre à des exigences techniques sans lesquelles nous n'aurions pas pu faire venir ces artistes. Grâce à la CBDC, nous sommes capables d'organiser un événement de qualité dans un lieu magnifique.

Erin Williams, directrice artistique – Harmony Bazaar Festival



Ontario

Situé à Sutton West, en Ontario, **Georgina Trades Training Inc. (GTTI)** est un centre de formation à but non lucratif innovant, flexible et socialement responsable.

Depuis 11 ans, il répond aux besoins du marché de l'emploi local en donnant à ses bénéficiaires les moyens de réaliser leur plein potentiel grâce à la formation et au développement des compétences.

South Lake Community Futures Development Corp. a joué un rôle crucial dans la croissance de cette organisation dès le premier jour. En tant que partenaire fondateur, elle a financé les rénovations du bâtiment qui abrite encore aujourd'hui le siège social et les locaux de formation de GTTI.

Au fil des années, South Lake Community Futures Development Corp. a également fourni du financement supplémentaire à GTTI pour l'acquisition d'équipement et de matériel qui ont permis d'étendre les possibilités de formation et de combler davantage de besoins locaux. Plus de 9 000 résidents de la région ont bénéficié des programmes de formation du centre depuis son ouverture en mars 2006.



Québec

La Coopérative Forestière Haut Plan Vert (CHPV) fut fondée en mai 1984, en réponse aux citoyens de l'une des communautés forestières du Bas-Saint-Laurent de s'impliquer pour prendre en charge son développement économique. Cette coopérative qui emploie 77 travailleurs est localisée à Lac-des-Aigles sur le territoire de la MRC de Témiscouata au Québec.



Durant ses premières années, la CHPV a reçu un soutien technique et financier de la **SADC de Témiscouata**. En 2009, en vue de diversifier ses activités, la CHPV a saisi l'opportunité de mettre en opération une érablière de 25 000 entailles. Elle a fait preuve d'innovation en optant pour un évaporateur d'eau d'érable aux granules de bois. Il s'agissait d'une première dans la région du Bas-Saint-Laurent. Pour réaliser ce projet de diversification, la SADC de Témiscouata a consenti un prêt de 50 000 \$. En 2015 la coopérative a fait le pari de réaliser une nouvelle acquisition soit une autre érablière de 25 000 entailles. À l'été 2016, cette acquisition a entraîné malheureusement de sérieux problèmes de liquidité financière et aussi provoqué une grave crise au sein de l'équipe de gouvernance.

Étant mis au courant de la situation, en janvier 2017, la SADC s'est impliqué financièrement avec d'autres partenaires du milieu pour qu'un consultant vienne appuyer l'équipe de direction de la coopérative. Grâce à l'appui du consultant, de ses partenaires financiers et de la SADC de Témiscouata, les dirigeants de l'entreprise ont réussi à redresser la situation et ils sont maintenant confiants qu'elle gardera le cap au cours des prochaines années.



Nos recommandations

1. Financement et capital

Comme toutes les autres entreprises, les entreprises sociales génèrent des revenus et créent des emplois. Elles ont également besoin de financement et de conseils techniques pour démarrer et croître.

Nous recommandons la création d'un **Fonds d'investissement pour l'économie sociale rurale**. Grâce à ce fonds, les SADC pourraient offrir à des entreprises sociales qui sont économiquement viables un soutien d'une valeur maximale de 300 000 dollars à des taux d'intérêt préférentiels.

2. Développement des capacités et des compétences

Les programmes fédéraux de soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat ne sont pas mis en avant de manière uniforme auprès des organisations à vocation sociale, et leur accessibilité varie. Cet accès est encore plus compliqué pour les habitants des collectivités rurales et éloignées et les personnes marginalisées.

Nous recommandons la mise sur pied d'une **Initiative de service-conseil pour les entreprises sociales**. Dans ce cadre, les SADC pourraient aider les entreprises à recevoir l'expertise dont elles ont souvent besoin pour lancer ou pour développer une entreprise sociale. Ce type de soutien s'est avéré un outil très efficace pour les CBDC du Canada atlantique, et il pourrait être reproduit à travers le Canada.



Nos recommandations

3. Transfert de connaissances, données et mesure des retombées

On observe un sérieux manque d'indicateurs appropriés pour mesurer les retombées réelles de la croissance et du développement d'organisations à vocation sociale sur la vitalité des collectivités. De plus, les différents organismes de soutien au développement social n'ont pas d'approche d'évaluation commune.

Nous recommandons la participation des SADC à la définition d'un ensemble de données nationales pour la ***mesure du rendement des entreprises sociales***.

4. Mobilisation et sensibilisation

Une faible sensibilisation empêche les organisations à vocation sociale d'attirer des fonds, des acheteurs et des partenaires.

Nous recommandons le lancement d'une ***campagne de sensibilisation sur l'économie sociale*** dans les collectivités rurales et éloignées desservies par les 267 SADC au Canada.



1^{re} recommandation : Fonds d'investissement pour l'économie sociale rurale

Problème : Les entreprises sociales ont des besoins financiers uniques; elles ont la capacité de concurrencer les PME traditionnelles, mais peuvent avoir accès à des sources de revenus limitées, engendrer des coûts plus élevés pour produire des retombées sociales et n'avoir pas assez d'actifs à leur disposition comme garantie pour les prêteurs traditionnels. Elles ont donc besoin d'approches novatrices et uniques pour accéder à un financement abordable et durable qui favorisera leur viabilité à long terme.

Occasion : Les conditions du PDC autorisent les SADC à proposer aux entreprises sociales, au même titre qu'aux PME, des prêts remboursables de 150 000 dollars, mais à un taux d'intérêt inférieur au taux préférentiel plus 2 % en vigueur pour les PME. Les SADC sont encouragées à mener des projets spécifiques en collaboration avec d'autres partenaires et à participer à une vaste gamme d'initiatives visant certains groupes de clients comme les femmes, les jeunes, les peuples indigènes et les personnes handicapées.

Recommandation : Mettre sur pied un **Fonds d'investissement pour l'économie sociale rurale** de 40 millions de dollars afin d'accélérer l'octroi de prêts et de tirer parti des partenariats avec les SADC, ce qui permettrait d'offrir un maximum de 150 000 dollars en financement de contrepartie. Les capitaux patients seraient gérés par les associations provinciales du Réseau et investis par l'intermédiaire des SADC locales dans des entreprises sociales durables qui répondent à des défis rencontrés par les collectivités rurales.



2^e recommandation : Initiative de service-conseil pour les entreprises sociales

Problème : En raison de la nature de leurs activités, les dirigeants d'entreprises sociales doivent non seulement posséder les connaissances habituelles en matière de gestion d'entreprise, mais aussi renforcer leurs capacités pour faire face aux défis uniques, parfois complexes, présents lors du démarrage et du développement de leurs organisations. Même si les SADC sont en mesure de fournir une gamme de services de conseil et de renseignements connexes aux PME, il se peut qu'elles soient incapables d'offrir aux entreprises sociales l'expertise particulière dont elles ont souvent besoin.

Occasion : Les CBDC du Canada atlantique ont réussi à favoriser la croissance et la durabilité de leurs clients en leur donnant accès à des formations ciblées ou à du financement pour des services de consultation qui bonifient leurs capacités et leurs connaissances de base.

Recommandation : Créer un **Fonds de service-conseil pour les entreprises sociales** pour que celles-ci puissent embaucher des consultants externes pour renforcer leur capacité, par exemple en matière de gouvernance du conseil d'administration, de gestion, ou d'évaluation diagnostique de l'organisation. Le fonds serait géré par les associations provinciales des SADC et s'inspirerait de l'Initiative de service-conseil du Canada atlantique, dans le cadre de laquelle les SADC accordent à des entreprises locales sélectionnées une contribution non-repayable pouvant aller jusqu'à 5 000 dollars à des fins de formation professionnelle.



3^e recommandation : Mesure du rendement des entreprises sociales

Problème : Les entreprises sociales ont pour but d'atteindre des objectifs sociaux, culturels ou environnementaux, mais beaucoup d'entre elles ont de la difficulté à mesurer leurs progrès par rapport à ces cibles. Les outils de mesure de la valeur sociale étant de plus en plus nombreux, ces organisations sont empressés d'évaluer leurs retombées sur la collectivité aussi précisément que leurs résultats commerciaux. Il manque toutefois des indicateurs et des processus d'évaluation appropriés sur lesquels s'appuyer.

Occasion : Les SADC de tout le Canada produisent depuis longtemps des rapports sur le rendement des clients qu'elles desservent. Nombre des indicateurs qu'elles utilisent ont été négociés avec les organismes de financement fédéraux afin qu'ils reflètent les priorités actuelles. L'ajout d'outils et de méthodes de mesure des retombées sociales améliorerait grandement l'évaluation des résultats dans le cadre d'une stratégie nationale d'innovation sociale et de finance sociale.

Recommandation : Faire participer les SADC à la définition d'un ensemble d'indicateurs nationaux pour mesurer les retombées de l'économie sociale. Les SADC pourraient ensuite intégrer ces critères dans leurs évaluations de rendement annuelles.



4^e recommandation : Campagne de sensibilisation sur l'économie sociale

Problème : Les entreprises sociales représentent un modèle d'affaires rapidement évolutif qui peut influencer les habitudes d'achat, les chaînes d'approvisionnement et l'opinion publique. Les retombées de l'économie sociale ne sont souvent pas connues par le grand public, mais plutôt par des consommateurs qui ont eu des interactions directes avec une entreprise sociale avec un but social en particulier.

Occasion : Les SADC opèrent dans 267 collectivités rurales et éloignées grâce à plus de 3 000 bénévoles et à 1 400 employés qui font la promotion de la précieuse contribution des PME à la diversification de l'économie locale. L'utilisation croissante des médias sociaux encourage les différentes SADC à s'exprimer d'une voix commune. Elles ont ainsi conçu toute une gamme d'outils de communication en ligne avec lesquelles elles peuvent faire connaître aux entreprises sociales différentes possibilités d'accès au marché.

Recommandation : Élaborer une campagne de sensibilisation du public pour promouvoir l'importance de soutenir l'économie sociale, et inciter les SADC à communiquer ce message dans les collectivités rurales.



community futures
NETWORK OF CANADA
réseau de développement
DES COLLECTIVITES DU CANADA



Merci

Ce document a été préparé au nom du Réseau de développement des collectivités du Canada par :

Diana Jedig, Directrice générale – Réseau de développement des collectivités de l'Ontario	519 494-6982
Erinn Smith, Directrice générale – Association des CBDC de la Nouvelle-Écosse	902 883-4798
Tony Stolz, Directeur général – Réseau de développement des collectivités de l'Alberta	403 851-9995
Ron Trepanier, Directeur général – Réseau de développement des collectivités du Canada	778 839-8602

djedig@cfontario.ca
erinn.smith@cbdc.ca
tstolz@albertacf.com
rtrepanier@communityfuturescanada.ca